



Budget FTV 2025

La descente aux enfers



Fin 2024, le gouvernement Barnier a imposé d'énormes économies à l'audiovisuel public pour l'année 2025. Pour France Télévisions, il s'agissait d'une baisse de ressources de 86 M€. C'est sur cette base que le budget 2025 a été adopté par le Conseil d'Administration (CA) de l'entreprise en décembre 2024.

Une neutralité qui questionne

La représentante CGT au CA de FTV a voté contre ce budget, ce qui n'est pas le cas du représentant des salariés d'un autre syndicat qui s'est abstenu. Une étrange neutralité vu les niveaux d'économies prévus par ce budget !

En effet, la direction entend encore économiser 60 M€, ce qui va directement impacter la masse salariale, les ETP et en cascade les conditions de travail des salariés. Nous en voyons les premiers effets sur le terrain : JT mutualisés dans le réseau régional, nombre d'équipes réduit, raccourcissement des éditions locales 1/3 de l'année, tentative d'externalisation de l'activité des JRI qui travaillent pour la rédaction des sports ou encore la restructuration de la vidéo mobile. Toutes ces mesures n'ont qu'un seul objectif : réduire les coûts. Et on n'a pas encore découvert toutes les intentions de la direction !

Comment résoudre le déficit annoncé ?

Le budget adopté prévoit également un déficit d'exploitation de 50 M€. Qui va devoir payer l'addition l'année prochaine quand il faudra combler ce trou abyssal ? En théorie, l'État a l'obligation de recapitaliser l'entreprise, le fera-t-il ? On peut en douter quand on voit les positions de la ministre de la Culture pour qui cette trajectoire budgétaire est simplement « *exigeante* ».

Au-delà du fait qu'elle ment ouvertement aux représentants du personnel qu'elle rencontre et même devant la commission Culture de l'Assemblée nationale quand elle ose dire que les syndicats de l'Audiovisuel Public soutiennent son projet, on ne peut pas piloter l'avenir de l'audiovisuel public avec des slogans. Le culot ne permet pas tout. Il nous manque des réponses précises.

Dire que mettre en place une holding ou une fusion des entreprises a pour but de rendre l'audiovisuel public plus fort est une formule creuse sans éléments probants, bien au contraire. Pour la CGT ce qui est clair, c'est que le rapprochement envisagé de nos entreprises publiques vise d'abord et avant tout à réaliser des économies sur le dos des salariés, de leurs conditions de travail, de l'emploi et de l'activité interne. La Présidente de FTV l'a évoqué devant cette même commission Culture de l'Assemblée nationale comme étant une solution à nos problèmes budgétaires. Et la ministre ajoute que « *Dans ce contexte, cette réforme est d'autant plus nécessaire* ».

Concrètement, la mise en place d'une holding s'accompagnera d'une chasse aux postes en doublon et de la remise en cause de la couverture conventionnelle des salariés (temps de travail,

congés, prime d'ancienneté, métiers, montants des indemnités de licenciement, etc.). Rien à voir avec un renforcement de l'Audiovisuel Public.

Budget 2025 version 2 : une aggravation de la situation ?

Alors que le tableau était déjà particulièrement inquiétant, le gouvernement Bayrou a proposé au Sénat d'aggraver encore la baisse du financement de l'Audiovisuel Public. Les sénateurs – majoritairement à droite – ont cependant décidé « généreusement » de limiter cette nouvelle baisse à 15 M€, soit quand même 10 M€ supplémentaires qui échappent à France Télévisions. Si on calcule bien, on en serait désormais à 96 M€ de financement en moins en 2025. Où va-t-on désormais chercher les économies ? Quel impact sur les projet interne ? Va-t-on mettre à contribution les producteurs privés qui pour le moment sont épargnés par la direction de l'entreprise ?

Le 30 janvier 2025 une Commission Mixte Paritaire (CMP) Assemblée nationale / Sénat se réunira pour trouver un accord sur le projet de loi de finances concernant les crédits de la Culture.

La CGT de FTV demande que les parlementaires annulent les baisses de financement qui pèsent sur l'Audiovisuel Public. Tous ceux qui valideraient un budget avec une telle purge devront l'assumer.

Conflits sociaux en perspective

La situation est actuellement très tendue à FTV avec des mouvements sociaux qui s'installent dans la durée et qui vont s'amplifier si les attaques contre les salariés et leur outil de travail continuent.

C'est la promesse que nous faisons à la ministre de la Culture et à la direction de notre entreprise si la situation n'est pas rapidement révisée. Nous n'accepterons pas que les salariés soient les variables d'ajustements de choix politiques d'austérité.

Paris, le 29 janvier 2025